



En hausse

SAMSUNG – Le groupe sud-coréen d'électronique a annoncé, vendredi 27 juillet, un nouveau bénéfice record au deuxième trimestre, de plus de 3,7 milliards d'euros, en hausse de 48 %, grâce à ses smartphones Galaxy et au redressement de sa division écrans.



En baisse

AMAZON – Le magasin en ligne a annoncé un bénéfice net en chute de 96 % sur un an, à 7 millions de dollars (5,7 millions d'euros) au deuxième trimestre, inférieur aux attentes. Les ventes ont augmenté de 29 %, à 12,83 milliards de dollars, moins que les analystes ne l'anticipaient.

Les cours du jour (27/07/12, 09 h 46)

EURO	1 euro	1,2281 dollar (achat)
OR	Once d'or	1 618 dollars
PÉTROLE	Light Sweet Crude	89,92 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	2,2 (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	1,46 (à dix ans)

Plan concerté Etats-BCE pour sauver la zone euro

Le fonds de sauvetage européen et la banque centrale achèteront de la dette espagnole ou italienne

La Banque centrale européenne (BCE) ne mènera pas seule la « grande bataille » pour sauver l'euro. Elle préparerait, selon nos informations, une action concertée avec les Etats.

Jeudi 26 juillet, Mario Draghi, président de l'autorité monétaire européenne a tenu des propos forts, mais ambigus. « Dans le cadre de mon mandat, a-t-il dit, depuis Londres, la BCE sera prête à tout pour préserver l'euro. » Ajoutant, énigmatique : « Croyez-moi, ce sera suffisant. »

Même s'il faudra encore quelques jours, voire quelques semaines, pour finaliser le dispositif en question, la BCE préparerait une opération concertée avec les Etats susceptible de limiter l'envolée des taux d'intérêt de l'Espagne, mais aussi de l'Italie.

Le président de la BCE et les principaux dirigeants de la zone euro ont multiplié les contacts ces derniers jours. Les tractations devaient se poursuivre dans la journée de vendredi. Un entretien téléphonique entre François Hollande et la chancelière allemande, Angela Merkel, n'était, à ce sujet, pas exclu dans l'après-midi.

Jeudi, les investisseurs ignoraient exactement quels outils seraient déployés. Mais, à défaut d'une action politique rapide, ils ont imaginé pouvoir compter sur une opération monétaire efficace.

« Il y a une phrase importante qu'a dite M. Draghi, c'est ce "croyez-moi, ce sera suffisant", pointe Gilles Moec, économiste à la Deutsche Bank. « La BCE peut sortir un bazooka », prédit-il.

Quelques minutes après les propos du patron de la BCE, les taux des emprunts espagnols de dix ans retombaient déjà sous le seuil de 7 % après leur record à plus de 7,5 % mercredi. Tandis que les dettes italiennes de même échéance rebasculaient vers 6 % contre plus de 6,5 % quelques heures plus tôt.

Surveillance allégée

Dans un premier temps, l'idée est, selon différentes sources, d'actionner le Fonds européen de stabilité financière (FESF), ou son successeur à partir de septembre, le Mécanisme européen de stabilité (MES), afin d'acheter de la dette émise par Madrid, ou Rome, sur le marché primaire. Autrement dit de permettre à ces Etats de se financer à un coût raisonnable.

A ce moment-là, la BCE relance



Le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, jeudi 5 juillet. ALEX DOMANSKI/REUTERS

rait son programme de rachat d'obligations sur le marché secondaire, celui où s'achètent et se vendent les emprunts déjà émis pour éviter que les taux ne s'envolent. « La BCE n'ira pas sans les gouvernements : elle agira s'ils sont prêts à actionner les fonds de secours », décrypte un responsable européen. Voilà pour l'urgence.

Reste un écueil : convaincre l'Espagne de faire appel à l'aide des fonds européens. Une option que Mariano Rajoy, le chef de gouvernement espagnol, a jusqu'ici refusée, de peur de voir son pays basculer sous la tutelle de ses bailleurs de fonds.

Un programme intermédiaire, avec une surveillance allégée et contraintes d'assainissement budgétaires plus souples pourrait être envisagé en bonne entente avec l'Espagne, glisse-t-on à Bruxelles.

Dans un second temps, l'action de la BCE et des Etats pourrait prendre une forme plus spectaculaire. Il serait alors question d'accorder une licence bancaire aux fonds de

secours européens. Et ainsi de leur faire bénéficier d'une sorte de garantie auprès de la BCE permettant d'augmenter leur puissance de feu. Avec cette option, les Etats en difficultés auraient accès à un robinet quasi intarissable de liquidités.

Mais à Berlin et dans les pays du Nord, ultra-orthodoxes, cette idée peut choquer : elle brise un tabou en permettant à la BCE de financer les Etats, ce qui est contraire aux traités. Même si la BCE a une excuse – assurer l'avenir de l'euro – cette ligne rouge sera sans doute délicate à franchir.

Reste donc à espérer que M. Draghi n'a pas parlé trop vite. « Avec cette crise qui n'en finit pas, nous sommes devenus comme Saint-Thomas, on attend de voir pour croire », prévient, indique Philippe Waechter, responsable de la recherche économique chez Natixis AM. ■

CLAIRE GATINOIS
ET PHILIPPE RICARD
(BUREAU EUROPÉEN)

L'institut de Francfort ne veut pas agir seul

LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE (BCE) n'en est pas à son premier sauvetage estival de l'euro. En 2011, à la même époque, l'autorité monétaire s'était déjà mobilisée pour réduire le niveau des taux d'emprunts de l'Italie.

A l'époque, pour réduire le niveau des taux de la dette italienne à dix ans, qui était passé au-delà de 6 %, la BCE avait amplifié le programme de rachat de dettes souveraines sur le marché. En agissant massivement, elle était parvenue à réduire sensiblement le coût des emprunts d'Etat italien, basculés à moins de 5 % fin août.

Une action efficace, donc, qui a toutefois un inconvénient, pointe Gilles Moéc, économiste à la Deutsche Bank : « L'aléa moral. » L'action monétaire dédouane d'une certaine manière les Etats d'agir. La BCE garde en mémoire que le prési-

dent du conseil italien, Silvio Berlusconi, avait à la fin de l'été 2011 profité du répit offert sur les marchés pour abandonner certaines réformes impopulaires, pourtant jugées nécessaires pour sortir l'Italie de sa crise.

« L'euro passera l'été »

Cette mauvaise expérience explique sans doute les réticences de la BCE à agir seule, sans les gouvernements. Si M. Draghi répète qu'il n'y a pas de marchandage avec les Etats, que cette idée est un « quiproquo », le fait qu'il mène désormais une bataille main dans la main avec les chefs de gouvernements démontre le contraire.

En refusant d'agir seule, la BCE impose aussi ce que les anglosaxons appellent un « wake-up call », une sorte d'avertissement à

TAUX D'EMPRUNT ESPAGNOL À 10 ANS, en %



TAUX D'EMPRUNT ITALIEN À 10 ANS, en %



SOURCE : BLOOMBERG

l'adresse des politiques. En plein cœur de l'été, période de grandes vacances, l'agenda politique est, de fait, désespérément vide au grand désespoir des investisseurs. Toute action décisive susceptible de rassurer les marchés sur l'euro étant reportée, au plus tôt, début septembre. Alors même que les investisseurs s'affolent du sort de l'Espagne, dont les régions ont annoncé les unes après les autres leur quasi faillite.

« On peut parler d'irresponsabilité des politiques, disons-le », dénonce Jean-Paul Fitoussi, directeur de l'observatoire français des conjonctures économiques. « Où étaient-ils ces derniers jours, à la pêche ? » Avec cette promesse d'action massive, l'économiste reprend confiance : « On sait que l'euro passera l'été. » ■

C. G ET P. R. (À BRUXELLES)

Pas d'accord à Athènes sur les détails du plan d'économies

Athènes
Correspondance

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a demandé, jeudi 26 juillet, à la Grèce « des résultats, des résultats, des résultats, des résultats ». « Les mots ne suffisent plus. Nous voulons des actions », a-t-il insisté lors d'un message à la presse à la résidence du premier ministre grec, Antonis Samaras, pour sa première visite depuis la crise. « La coalition gouvernementale est engagée dans les réformes », s'est félicité M. Barroso.

Pourtant, le même jour, les partis politiques qui soutiennent le gouvernement de coalition dirigé par le président de Nouvelle démocratie (droite) sont sortis de réunion sans parvenir à un accord sur un plan d'économies de 11,6 milliards d'euros. Leurs discussions doivent reprendre lundi.

Le ministre des finances, Iannis

Stourmaras, avait présenté, jeudi matin, les grandes lignes de ce plan à la délégation de la « troïka » (Commission européenne, Banque centrale européenne, Fonds monétaire international), mais le parti socialiste grec, le Pasok, et la Gauche démocratique, d'accord sur les principes, peinent à s'entendre sur les détails.

Une baisse des retraites qui sont supérieures à 1 000 euros par mois et leur plafonnement au-delà d'un seuil de 2 200 ou 2 400 euros, constituent les principales mesures d'économies. Une baisse des salaires du gouvernement et de ses coûts de fonctionnement a aussi été annoncée, afin de « réduire les dépenses publiques à tous les niveaux », a précisé M. Samaras devant M. Barroso. La rumeur – démentie par le ministère de la Santé – d'un plafonnement des remboursements des dépenses de santé à 1 500 euros par an a provo-

qué un tollé. En assurant que « la Grèce n'est pas seule » et qu'« il y a de l'espoir », M. Barroso a essayé de convaincre les Grecs de la nécessité de nouveaux « sacrifices ». Le message a du mal à passer, alors que la Grèce connaît sa cinquième année de récession, qui pourra atteindre -7 % en 2012.

« Comme Iphigénie »

M. Samaras a gagné les élections en promettant une renégociation du mémorandum signé entre la Grèce et ses créanciers, en faveur de davantage de croissance. Mais le gouvernement préfère attendre l'automne pour relancer ce débat qui peut fâcher au nord de l'Europe. M. Samaras s'est inquiété, devant M. Barroso, des « déclarations des différents officiels étrangers, qui rendent les choses plus difficiles ». De nombreux ministres européens, allemands en particulier, multiplient les

déclarations sur une possible sortie de la Grèce de la zone euro.

En termes plus imagés, le président du Pasok, Evángelos Vénizélos a évoqué la mort d'Iphigénie, sacrifiée par son père Agamemnon afin que les vents se lèvent pour permettre aux Grecs d'aller conquérir Troie. « J'ai peur que certains pensent que la Grèce doit être sacrifiée comme Iphigénie pour qu'un vent favorable souffle de nouveau dans les voiles de la zone euro », a-t-il déclaré en assurant : « Le sacrifice d'Iphigénie serait un suicide pour la zone euro. »

M. Barroso a reconnu ces divergences : « Parfois j'ai peur que certains croient que nous ne sommes pas dans le même bateau. Nous sommes dans le même bateau ! » Le bateau européen donne parfois l'impression qu'il a plusieurs gouvernements et que les vents ne soufflent pas tous dans le même sens. ■

ALAIN SALLES

EMMANUEL KHÉRAD
18h10 - Escale Estivale
samedi et dimanche
Retrouvez **Le Monde**
et ses choix culturels le samedi à 18h55

france
inter
franceinter.fr